







CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ SUBSÉQUENT DE L'ACCORD-CADRE Consultation n° 2025_128

« Travaux Rénovation Réhabilitation Construction pour les
établissements de santé du GHT Sud Lorraine »

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR

LOT 06 MENUISERIES EXTÉRIEURES ALUMINIUM

MAITRISE D'OEUVRE			
<p>Architecte mandataire</p>  <p>FRANÇOIS HENRION MALGRAS ARCHITECTES</p> <p>52 Imp. de Montreville 54000 NANCY 03.83.96.24.88</p>	<p>BET co-traitant Structure - VRD</p>  <p>Economie - Technicité - Ingénierie - Coordination</p> <p>99 Avenue Carnot 54130 SAINT-MAX 03.83.20.10.00</p>	<p>BET co-traitant Thermique - Fluides</p>  <p>LOUVET BUREAU D'ETUDES</p> <p>15 Avenue de la Garenne 54000 NANCY 03.83.28.85.85</p>	<p>BET Acoustique</p>  <p>meta ATELIER ACOUSTIQUE</p> <p>12 Rue de Naples 75008 PARIS 01.77.16.86.20</p>

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

CCTP LOT 6 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM

6. MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM 1

1. GENERALITES.....	1
1.1. OBJET DU PRESENT C.C.T.P. ENTREPRISE - ETENDUE DES TRAVAUX.....	1
1.2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.).....	1
1.2.1. CARACTERE NON LIMITATIF DU C.C.T.P.....	1
1.2.2. PRESENTATION ET ARTICULATION DU PRESENT DOCUMENT	1
1.3. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS.....	1
1.3.1. DOCUMENTS GENERAUX.....	1
1.3.2. AUTRES DOCUMENTS	1
1.4. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS DIVERSES	1
1.4.1. CONTENU DES PRIX	1
1.4.2. PRESTATIONS DUES PAR L'ENTREPRISE.....	2
1.4.3. PROTECTION PENDANT LA PHASE TRAVAUX ET SECURITE DE CHANTIER.....	2
1.4.4. CONNAISSANCE DES LIEUX	2
1.4.5. LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT	2
1.4.6. VERIFICATION DES PLANS - MALFACONS.....	2
1.4.7. PLANS DE DETAILS.....	2
1.4.8. CONFORMITE A LA REGLEMENTATION	3
1.4.9. TRAVAUX PREPARATOIRES	3
1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	3
1.5.1. REGLES D'EXECUTION GENERALES	3
1.5.2. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX.....	3
1.5.3. RESPONSABILITE	4
1.5.4. SECURITE	4
1.5.5. NUISANCES.....	4
1.5.6. PLANS.....	4
1.5.7. CHARTE CHANTIER PROPRE	4
1.5.8. ZONE CLIMATIQUE.....	4
1.6. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	4
2. GENERALITES SPECIFIQUES AU PRESENT LOT.....	5
2.1. NORMES – REGLEMENTS – TEXTES LEGISLATIFS	5
2.1.1. DOCUMENTS DE REFERENCE	5
2.2. RESISTANCE A L'EFFRACTION.....	5
2.3. RESISTANCE AU FEU	5
2.4. DIMENSIONS ET REPÉRAGES.....	5
2.5. CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT	5
2.6. RESISTANCE MECANIQUE ET STABILITE	5
2.7. RAPPORT GEOTECHNIQUE.....	5
2.8. GARDE-CORPS ET RAMPES D'ESCALIERS.....	5
2.8.1. HAUTEURS DE PROTECTION DE GARDE-CORPS.....	5
2.8.1.1. HAUTEURS DE PROTECTION	6
2.8.1.2. REGLES PARTICULIERES	6
2.8.2. Garde-corps constitués d'éléments verticaux et horizontaux (barreaux, panneaux, lisses...)	6
2.9. PROTECTION ET NETTOYAGE DES OUVRAGES FINIS	6
2.9.1. PROTECTION DES OUVRAGES FINIS	6
2.9.2. NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE	6
2.10. PROTECTION CONTRE LA CORROSION.....	6
2.10.1. OUVRAGES EN ACIER.....	6
2.10.2. OUVRAGES ACCESSOIRES EN METAL.....	7
2.11. POSE ET FIXATIONS.....	7
3. DESCRIPTIF DES OUVRAGES	7
3.1. DEPOSES	7
3.2. CHASSIS VITRES FIXES	7
3.3. CHASSIS PLEIN FIXE	8
3.4. VOLETS ROULANTS.....	8
3.5. LAMBREQUINS	8
4. PRESCRIPTIONS - POUR MÉMOIRE	9

6. MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM

1. GENERALITES

1.1. OBJET DU PRESENT C.C.T.P. ENTREPRISE - ETENDUE DES TRAVAUX

Le présent dossier a pour objet l'exécution des travaux du LOT MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM relatifs au projet RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE pour le compte de HOPITAL DE LUNEVILLE.

Les prestations à la charge du présent lot comprennent tous les travaux du LOT MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ainsi que tous travaux annexes, échafaudage et accessoires nécessaires à la finition complète parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

1.2. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

1.2.1. CARACTERE NON LIMITATIF DU C.C.T.P

Le C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état de leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

1.2.2. PRESENTATION ET ARTICULATION DU PRESENT DOCUMENT

Le présent document est présenté et articulé comme suit :

Clauses et prescriptions générales

Prescriptions techniques particulières

Description des ouvrages

Les clauses et prescriptions énoncées aux articles 1 et 2 ont un caractère général, et elles demeurent implicitement applicables dans le cas de variante ou d'ouvrages modifiés le cas échéant.

Les différents chapitres ci-dessous du présent document ont un caractère complémentaire, et ils ne pourront en aucune façon en cas de divergences éventuelles, être opposés entre eux.

1.3. DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

1.3.1. DOCUMENTS GENERAUX

L'entrepreneur est contractuellement réputé :

connaître parmi ces documents tous ceux spécifiques aux travaux de son lot, ainsi que ceux qui, le cas échéant, auraient trait à certains travaux de son marché non concernés par les documents spécifiques à son lot, et plus particulièrement tous les documents C.C.T.G. ou D.T.U., les Normes Françaises pour le bâtiment et les Cahiers du C.S.T.B. être en possession de ces documents et en avoir une parfaite et complète connaissance.

1.3.2. AUTRES DOCUMENTS

Avis Techniques du C.S.T.B. pour tous les matériaux et procédés «non traditionnels», entrant dans les travaux du présent lot prescriptions de mise en œuvre du fabricant pour les matériaux pour lesquels elles existent, entrant dans les travaux du présent lot. Pour les prestations n'entrant pas dans le domaine d'application des documents ci-avant, et à défaut des documents techniques précisant les conditions, règles et prescriptions énoncées dans les documents visés au présent chapitre ou à défaut, suivant les conditions et prescriptions énoncées par le fabricant.

1.4. CLAUSES ET PRESCRIPTIONS DIVERSES

1.4.1. CONTENU DES PRIX

Le «prix» comprendra implicitement tous les frais d'installation et d'organisation de chantier, les frais de consommation d'eau, d'électricité, les frais de signalisation de chantier, etc. ..., les frais consécutifs à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du chantier, les frais d'études, d'assurances, etc. ... ainsi que tous autres frais, quels qu'ils soient, relatifs à l'exécution des travaux, en particulier l'échafaudage.

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Seront compris également toutes les taxes et impôts en vigueur à la date de remise des offres.

1.4.2. PRESTATIONS DUES PAR L'ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché,
- la fixation par tous les moyens de ses ouvrages,
- l'enlèvement de tous les gravois de ses travaux,
- la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. ... de ses ouvrages en fin de travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc. ... nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- la prise en charge par l'entreprise des frais généraux du chantier, et tous autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux
- les échafaudages et autres matériels,
- écran de cantonnement et protection des ouvrages conservés,
- les plans d'atelier et de chantier,
- les essais,
- l'implantation des ouvrages,
- un état des lieux par constat d'huissier ou constat contradictoire avec MOA ou MOE

L'entreprise devra toutes les démarches relatives à l'établissement des DICT, et toutes démarches administratives.

1.4.3. PROTECTION PENDANT LA PHASE TRAVAUX ET SECURITE DE CHANTIER

Fourniture et pose d'une protection complète pendant la phase travaux, avec :
mise en place d'un échafaudage par la présente entreprise

Sera comprise dans la présente offre la sécurité de chantier complémentaire avec mise en place de garde-corps, protections, etc... sur toutes les zones non efficacement protégées par l'échafaudage.

1.4.4. CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux etc. ...
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations, - connaître les disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux, des plans, des descriptifs, des schémas et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix d'ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

1.4.5. LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

L'entreprise devra se coordonner avec les autres corps d'état sur toutes les questions relatives aux plans de chantier, d'exécution, au planning et autres interfaces.

1.4.6. VERIFICATION DES PLANS - MALFACONS

Vérification des plans

Les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur avant le commencement des travaux, il est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, etc. ... et de signaler au Maître d'Œuvre toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait constater ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer. Il sera responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Malfaçons

L'entrepreneur est tenu de signaler en temps opportun toutes malfaçons dans les travaux des autres corps d'état qui seraient de nature à lui créer des difficultés dans l'exécution de ses propres ouvrages et de l'obliger à un supplément de fourniture ou de travaux.

Faute par lui de se conformer à cette obligation, le Maître d'Œuvre pourra le déclarer responsable ou lui faire partager la responsabilité de cette malfaçon avec l'entrepreneur ayant exécuté un travail défectueux, et de lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités par la reprise des ouvrages non conformes.

1.4.7. PLANS DE DETAILS

L'entrepreneur devra établir tous les plans et dessins de détails que le Maître d'Œuvre jugera utiles à la bonne exécution des ouvrages et devra vérifier les plans et détails établis par la maîtrise d'œuvre. Ces plans et dessins seront établis d'après le projet du Maître d'Œuvre, et devront respecter le repérage, les dispositions, principes et aspects des plans de

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

ce dernier, et permettre l'établissement d'un document de synthèse par simple récolement des documents particuliers.

Ces plans et dessins seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres, etc. ... utiles.

Tous les plans et dessins seront remis pendant la phase de préparation de chantier ou sur autorisation du Maître d'Ouvrage, dans un délai de 3 semaines avant l'exécution des ouvrages concernés. Faute de respect de ce délai, les pénalités de retard pour non remise de documents seront appliquées.

1.4.8. CONFORMITE A LA REGLEMENTATION «SECURITE INCENDIE»

Il est rappelé que, dans le cadre d'un marché de travaux, l'entrepreneur doit mettre en œuvre des matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance, et de leurs qualités, caractéristiques et performances.

Dans le cadre de cette obligation les entrepreneurs devront, pour tous les ouvrages de leur marché concernés par la Réglementation «sécurité contre l'incendie» assurer et garantir une mise en œuvre des matériaux concernés absolument conforme aux conditions de mise en œuvre spécifiées dans les procès-verbaux d'essai au feu du matériau considéré.

1.4.9. TRAVAUX PREPARATOIRES

La préparation du terrain comprend :

- La recherche par sondages et la protection des câbles et réseaux enterrés ou aériens.
- La mise hors service des installations.
- Le bouchonnage des réseaux.
- Le dévoiement si nécessaire.
- Le plan de récolement des installations.

1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

1.5.1. REGLES D'EXECUTION GENERALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art et avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

A ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et qu'il ne sera accordé aucune plusvalue pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous les travaux reconnus défectueux par le Maître d'Oeuvre, et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous les frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

1.5.2. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mise en œuvre, seront toujours de 1ère qualité, suivant indication de provenance et type du C.C.T.P.

Dans tous les cas où un matériau ou un produit est défini dans le présent C.C.T.P. par une marque nommément désignée, et la mention «ou SIMILAIRE», l'entrepreneur aura la faculté de faire agréer par le Maître d'Oeuvre un produit d'une autre marque sous réserve que ce produit soit similaire et équivalent. En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra substituer un matériau de son choix à l'un de ceux prévus au présent C.C.T.P. sans accord du Maître d'Oeuvre.

Prescriptions concernant les matériaux en général

Tous les matériaux seront neufs et de 1ère qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., le Maître d'Oeuvre aura toujours le droit absolu de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Agrément - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et objets fabriqués soumis à un «Avis technique» du C.S.T.B., l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que les matériaux titulaires de cet «Avis Technique» et il devra toujours être en mesure, à la demande du Maître d'Oeuvre, d'en apporter «la preuve».

L'entrepreneur sera tenu de produire à toute demande du Maître d'Oeuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

Le Maître d'Oeuvre pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

1.5.3. RESPONSABILITE

L'Entreprise assurera sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des ouvrages voisins et de l'existant, et prendra une assurance spéciale couvrant les risques aux voisins et aux existants pendant toute la durée du chantier. Un constat sera dressé par un huissier.

1.5.4. SECURITE

L'Entreprise devra se conformer aux règlements de sécurité, et notamment :

- mise en place de tous dispositifs assurant la sécurité du chantier
- prévoir pendant toute la durée des travaux un matériel de premier secours contre les risques d'incendie et d'effondrement.

1.5.5. NUISANCES

Les travaux se feront pendant les heures prévues aux règlements de la lutte contre le bruit en vigueur.

Les moteurs d'engins seront équipés conformément aux arrêtés interministériels du 11 avril 1972.

Le nettoyage permanent des accès du chantier sur les voies publiques ou privées ainsi que des abords, est à la charge du présent lot. Il en sera de même de l'entretien en cours de chantier, et de la remise en état éventuelle en fin de chantier des voies d'accès.

1.5.6. PLANS

Les plans d'exécution sont à charge des entreprises.

L'Entreprise aura également à sa charge l'intégralité des plans d'atelier et de chantier.

1.5.7. CHARTE CHANTIER PROPRE

L'Entreprise devra signer et se conformer à la "Charte Chantier à faible impact environnemental" mise en place sur l'opération.

La démarche d'un « Chantier propre » s'inscrit dans une approche globale de management de la Qualité Environnementale. **Le respect de ces exigences est obtenu grâce à des mesures préventives, de contrôles et de corrections.**

Un responsable environnemental sera désigné par chaque entreprise ou groupement.

Les responsables de la démarche environnementale sur le chantier et le responsable environnemental désigné par l'entreprise s'assurent du respect de la charte à tous les stades de l'avancement du projet.

Le Maître d'Ouvrage possède le pouvoir de sanction, en fonction de l'inobservation éventuelle des exigences de la charte par certaines entreprises concernant l'information du personnel, les mesures de protection de la santé des ouvriers et de l'environnement, la propreté du chantier, le tri des déchets et le respect des plages horaires des activités.

1.5.8. ZONE CLIMATIQUE

La zone climatique d'intervention est la zone H1b.

1.6. PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Le chantier cité en objet est soumis en matière de sécurité dans ses différentes phases aux nouvelles dispositions de la loi 93.1418 du 13 décembre 1993 et du décret 94.1159 du 26 décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité dès la phase de conception et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination de coordination de SPS dont la mission s'exerce lors des phases d'études des projets.

Obligations des Entreprises à participer activement à cette coordination.

transmettre au coordinateur SPS tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) se rapportant à leurs marchés 1 mois avant la fin du délai contractuel. A défaut, les pénalités pour non remise des documents seront appliquées.

participer aux réunions d'organisation de la coordination provoquées par le Coordinateur

assister à la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le chantier

faire approuver son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé avant le début des travaux

désigner les représentants de l'entreprise qui devront siéger et participer au Collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des conditions de Travail, s'il en est créé un.

Les prix remis par les entreprises pour leurs ouvrages comprendront les frais dus aux observations et obligations directes ou indirectes précisées dans le PGC SPS.

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

2. GENERALITES SPECIFIQUES AU PRESENT LOT

2.1. NORMES – REGLEMENTS – TEXTES LEGISLATIFS

2.1.1. DOCUMENTS DE REFERENCE

Serrurerie :

Les matériaux et leur mise en oeuvre devront être conformes aux documents Techniques unifiés DTU et aux normes françaises, notamment :

- Directives de l'Inspection du Travail
- D.T.U. n°37.01 : applicable aux travaux de menuiseries métalliques.
- Règles de calcul CM 66 et ses différentes règles en vigueur au moment de l'appel d'offres.
- Règles NV 65 et 84 : pour les effets du vent et de la neige, révisées
- Normes AFNOR, et en particulier, les normes NF EN ISO 1461 (galvanisation), NF EN ISO 14713 (conception des ouvrages à galvaniser) et NF A 35- 503 (caractéristiques chimiques des aciers à galvaniser).
- Des essais de ductilité et épreuves de pliage des aciers peuvent être demandés.
- Cahier des charges et prescriptions spéciales de chaque fabricant de matériaux.
- Respect des D.T.U. des autres corps d'état et notamment ceux étant supportés ou servants de support aux ouvrages du présent corps d'état.

2.2. RESISTANCE À L'EFFRACTION

Selon prescriptions du C.C.T.P. et normes précitées.

2.3. RESISTANCE AU FEU

Sans objet.

2.4. DIMENSIONS ET REPÉRAGES

En aucun cas, les dimensions indiquées ne peuvent être prises en référence pour la fabrication, celles-ci devront être déterminées par l'entrepreneur lui-même après relevé précis sur place.

2.5. CONTRAINTES D'ENVIRONNEMENT

Région A site normal.

2.6. RESISTANCE MECANIQUE ET STABILITE

En sus du poids propre des éléments, résultant du poids spécifique des matériaux mis en œuvre et de leurs dimensions (NF P 06-004), la résistance mécanique et la stabilité de la construction seront à assurer sous l'effet des charges suivantes : - charges d'exploitation : selon la norme NF P 06-001 - charges climatiques :

- Vent : Zone 2, site exposé
- Neige : Zone A1

- DTU sécurité : Règles de calcul des constructions en éléments à parois minces en acier.
- FA : Méthodes de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier et annexe.

Norme française NF P 01-012 : Règles de sécurité relatives aux dimensions des garde-corps et rampes d'escalier.

2.7. RAPPORT GEOTECHNIQUE

Sans Objet

2.8. GARDE-CORPS ET RAMPES D'ESCALIERS

2.8.1. HAUTEURS DE PROTECTION DE GARDE-CORPS

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

2.8.1.1. HAUTEURS DE PROTECTION

- La hauteur normale de protection varie selon l'épaisseur du garde-corps. Hauteurs variables de 1,00 m (pour une épaisseur de GC de 20 cm) à 0,70 (pour une épaisseur de GC de 0,60 cm).

2.8.1.2. REGLES PARTICULIERES

Garde-corps

- comportant un élément inférieur permettant l'agenouillement. La surface d'appui est considérée comme susceptible de permettre l'agenouillement ou la position assise si :
 - a. elle est rigide et sensiblement horizontale,
 - b. sa dimension perpendiculaire au garde-corps est comprise entre 0,13 et 0,60 m par rapport au nu intérieur de la partie supérieure. Cette surface d'appui peut être constituée par un corps de chauffe ; dans ce cas, les 0,13 m sont comptés par rapport au nu intérieur de l'allège.
 - c. hauteur de protection comptée à partir du point le plus haut de cette surface d'appui, ne doit pas être inférieure à 0,50 m et doit être telle que la hauteur normale de protection soit respectée.

2.8.2. Garde-corps constitués d'éléments verticaux et horizontaux (barreaux, panneaux, lisses...)

- La dimension horizontale des vides entre barreaux, panneaux, façades, tableaux dont la plus grande dimension est verticale doit être au plus égale à 0,11 m.
- La dimension verticale des vides entre lisses, panneaux, zone de stationnement normal ou précaire, dont la plus grande dimension est horizontale, doit être au plus égale à :
 - a. 0,11 m pour ceux qui sont situés à une hauteur inférieure à 0,45 m par rapport à la zone de stationnement normal ;
 - b. 0,18 m pour ceux qui sont situés à une hauteur supérieure ou égale à 0,45 m par rapport à la zone de stationnement normal.
- Quelle que soit la position des éléments par rapport au nu intérieur du garde-corps, la partie du garde-corps située à une hauteur inférieure à 0,45 m par rapport à la zone de stationnement normal ne doit pas comporter d'élément permettant d'y stationner en équilibre assisté, à moins que le garde-corps ne soit conçu de façon à satisfaire aux prescriptions de hauteur réduite fixées dans la norme. Dans le cas où le remplissage, situé dans la hauteur d'accessibilité de 0,45 m, est constitué par un assemblage orthogonal d'éléments verticaux et horizontaux (tel que grillage, treillis soudé, etc.), le vide horizontal entre éléments verticaux doit être inférieur à 0,05 m.

2.9. PROTECTION ET NETTOYAGE DES OUVRAGES FINIS

2.9.1. PROTECTION DES OUVRAGES FINIS

Tous les ouvrages du présent lot qui sont susceptibles d'être dégradés ou détériorés devront être protégés jusqu'à la réception.

Cette protection pourra être constituée, soit par des bandes adhésives, soit par un film plastique, soit par un vernis, soit par tout autre moyen efficace. Pour la réception, cette protection devra être complètement et soigneusement enlevée par le présent lot.

2.9.2. NETTOYAGE DE MISE EN SERVICE

Les nettoyages de mise en service pour la réception des ouvrages du présent lot seront aux frais du présent lot.

Pour la réception, l'Entrepreneur aura à effectuer :

- le nettoyage aux 2 faces de toutes ses menuiseries et accessoires,
- l'enlèvement de tous les déchets en provenance de ces nettoyages.

Ces nettoyages devront faire disparaître toutes les traces, projections et taches de plâtre, de mortier, de peinture, etc., tous les résidus des films de protection, etc.

2.10. PROTECTION CONTRE LA CORROSION

2.10.1. OUVRAGES EN ACIER

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

Selon spécifications ci-après au présent C.C.T.P., la protection contre la corrosion sera traitée par laquage, accompagné d'une garantie de bonne tenue de 10 ans.

2.10.2. OUVRAGES ACCESSOIRES EN METAL

Selon le cas, ils seront traités contre la corrosion par :

- Peinture : antirouille en résines époxy plus poudre de zinc, épaisseur 40 microns après décapage, degré de soin : 2,5.
- Métallisation : au zinc, épaisseur 40 microns, après décapage au jet de corindon, répondant à la norme NF A 91.201.
- Galvanisation : répondant à la norme NF A 91.121, masse nominale du revêtement par face 300 grammes par mètre carré.

2.11. POSE ET FIXATIONS

Les ouvrages seront posés avec la plus grande exactitude à leur emplacement. Toutes les précautions nécessaires à la pose et au calage des différents éléments seront à prendre par l'Entrepreneur pour leur assurer un aplomb, un alignement et un niveau corrects.

Les ouvrages seront calés et fixés avec soin, de manière à ne pas pouvoir se déplacer pendant l'exécution des fixations. Aucune vis, ni rivet, ne devra être apparent sur les parements vus.

Interposition d'un joint d'étanchéité entre le dormant et le support, de type "Compriband" ou équivalent, titulaire du Label SNJF.

Ces fixations répondront aux spécifications de l'article 3.1 du D.T.U. 37.1. Au sujet de ces fixations, il est spécifié que :

- le mode de fixation proposé par l'Entrepreneur ne devra en aucun cas entraîner des prestations supplémentaires pour les autres corps d'état,
- en aucun cas l'Entrepreneur du présent Lot ne sera fondé à demander un supplément de prix par suite de tel ou tel principe de fixation qu'il n'aurait pas prévu.

En tout état de cause, les principes de fixation envisagés par l'Entrepreneur devront être soumis au Maître d'oeuvre pour approbation, et ce dernier pourra demander à l'Entrepreneur toutes modifications qu'il jugera nécessaires.

3. DESCRIPTIF DES OUVRAGES

3.1. DEPOSES

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives aux adaptations liées à l'existant avant réalisation des prestations dues à son lot, et comprenant notamment la dépose des menuiseries extérieures existantes :

- Dépose et évacuation des 3 fenêtres existantes (fenêtres bois et PVC) au droit des zones restructurées (fenêtres extérieures donnant sur le toit-terrasse de la DIALYSE), compris coffres et volets roulants associés
- Évacuation des déchets en décharge agréée suivant tri
- Compris toutes sujétions et adaptations liées à l'existant, compris protections/fermetures provisoires suivant planning

Pour mémoire

Les 2 fenêtres intérieures donnant sur la coursive du cloître sont déposées à la charge du lot 02 GO, les baies sont prévues rebouchées à la charge du lot GO.

3.2. CHASSIS VITRES FIXES

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la fourniture et à la pose d'ensemble de menuiseries extérieures aluminium comprenant :

Châssis ALU fixe vitré :

- Larg. = 1400mm et Ht. = 1900mm (dimensions données à titre indicatif, celles-ci seront à prendre sur place avant mise en fabrication)
- Châssis complet avec linteau en arc, suivant baie existante, pose en tunnel à l'emplacement des actuels châssis
- 1 châssis fixe, 1 découpage vertical et 2 découpages horizontaux formant allège et imposte
- Châssis Aluminium à rupture de pont thermique
- Traverse base du cadre avec rejet d'eau intégré, sur appui pierre existant
- Aluminium laqué, teinte RAL 9001 blanc crème
- $U_w = 1.4 \text{ W}/(\text{m}^2.\text{K})$
- Double vitrage à isolation thermique renforcée, à faible émissivité, sur l'ensemble
- En allège et imposte : vitrage dépoli securit feuilleté 2 faces
- Vitrage clair securit feuilleté 1 face extérieure
- Indice d'affaiblissement acoustique $R_w + C_{tr} \geq 35 \text{ dB}$
- Le dessin et le découpage des menuiseries extérieures devront être conformes aux plans de l'architecte.
- Compris toutes sujétions de fixation et de pose, respect des normes et DTU 36.5.
- Pas d'entrée d'air : traitement d'air et contrôle de pressions dans les locaux
- Classement AEV minimal : A*2 E*4 V*A2

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

- Pose sur allège maçonnée existante (murs en moellons) ht =0,71m
- Compris toutes sujétions pour parfaite finition et étanchéité à l'air de l'ensemble : mise en œuvre des joints compriband et calfeutrement à soigner

La parfaite planéité des supports, et notamment des appuis et parois au droit des châssis vitrés/pleins, est nécessaire afin de garantir l'étanchéité des locaux. La réception des supports est à prévoir par le lot Menuiserie extérieure.

Localisation :

Contrôle et stockage

3.3. CHASSIS PLEIN FIXE

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la fourniture et à la pose d'ensemble de menuiseries extérieures aluminium comprenant :

Châssis ALU fixe plein :

- Larg. = 1400mm et Ht. = 1900mm (dimensions données à titre indicatif, celles-ci seront à prendre sur place avant mise en fabrication)
- Châssis complet avec linteau en arc, suivant baie existante, pose en tunnel à l'emplacement des actuels châssis
- Châssis Aluminium à rupture de pont thermique
- Traverse base du cadre avec rejet d'eau intégré, sur appui pierre existant
- Aluminium laqué, teinte RAL 9001 blanc crème
- $U_w = 1.4 \text{ W/(m}^2\cdot\text{K)}$
- Châssis plein isolé 50mm, tôle laquée 2 faces
- Indice d'affaiblissement acoustique $R_w + C_{tr} \geq 35 \text{ dB}$
- Le dessin et le découpage des menuiseries extérieures devront être conformes aux plans de l'architecte.
- Compris toutes sujétions de fixation et de pose, respect des normes et DTU 36.5.
- Pas d'entrée d'air : traitement d'air et contrôle de pressions dans les locaux
- Classement AEV minimal : A*2 E*4 V*A2
- Pose sur allège maçonnée existante (murs en moellons) ht =0,71m
- Compris toutes sujétions pour parfaite finition et étanchéité à l'air de l'ensemble : mise en œuvre des joints compriband et calfeutrement à soigner

La parfaite planéité des supports, et notamment des appuis et parois au droit des châssis vitrés/pleins, est nécessaire afin de garantir l'étanchéité des locaux. La réception des supports est à prévoir par le lot Menuiserie extérieure.

Localisation :

Salle de préparation stériles

3.4. VOILETS ROULANTS

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la fourniture et à la pose de volets roulants extérieurs en caissons, sur châssis vitrés neufs posés dans le cadre du projet, comprenant :

- Pose de l'ensemble en tunnel, sur châssis vitrés extérieurs décrits précédemment
- Caisson alu extérieur laqué RAL 9001 blanc crème, non isolé, avec sous-face démontable pour accès au volet pour la maintenance
- Tablier aluminium isolé, coulisses latérales de couleur assortie au châssis aluminium laqué RAL 9001 blanc crème
- Volets roulants motorisés radio-commandés : 1 commande murale fixe par pièce (une commande par volet)

Les commandes seront positionnées à une hauteur accessible aux PMR (entre 0,90 et 1,30m), conformément à la réglementation

- Alimentations électriques à la charge du lot ELECTRICITE, raccordement à la charge du présent lot
- Implantation exacte à définir avec les utilisateurs

Localisation :

Contrôle et stockage

3.5. LAMBREQUINS

L'entreprise devra l'ensemble de prestations relatives à la fourniture et à la pose de lambrequins pour cache des caissons de volets roulants extérieurs, décrits précédemment :

RESTRUCTURATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

- En linteau des baies existantes, en alignement du nu extérieur de façade
- Tôle aluminium laqué, sur pattes de fixation cachées, par vissage (vis inox)
- Pliage à l'extrémité formant goutte d'eau
- Nombre de plis et façon de forme conforme au détail de l'architecte.
- Dimensions : hauteur lambrequin = environ 300/440mm, reprenant la forme d'arc de la baie, longueur suivant dimensions du châssis
- Teinte RAL 9001 blanc crème
- Comprenant tous détails et sujétions de mise en place.

Localisation :

Contrôle et stockage

4. PRESCRIPTIONS - POUR MÉMOIRE

Pour mémoire

L'implantation de la CTA de la PUI sur le parking donne lieu à des prescriptions techniques, notamment en termes d'acoustique, qui seront à prendre en compte lors des travaux de réaménagement/rénovation des locaux du CSAPA - Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie. Ces travaux sont à la charge du CPN de LAXOU, avec les prescriptions suivantes, pour le lot MENUISERIES EXTERIEURES :

Portes donnant sur le parking et la zone technique CTA :

Les portes concernées devront justifier d'un indice d'affaiblissement acoustique $Rw+Ctr \geq 35$ dB, conformément à la notice acoustique.

Fenêtres donnant sur la zone technique CTA :

La fenêtre concernée devra justifier d'un indice d'affaiblissement acoustique $Rw+Ctr \geq 42$ dB, conformément à la notice acoustique. En fonction de la destination du local et sa sensibilité acoustique, celle-ci devra être montée au nu extérieur et un second châssis à $Rw+Ctr \geq 35$ dB, monté au nu intérieur.

La fenêtre sera réduite en hauteur avec une allège maçonnée jusqu'à 1.60m par rapport au sol fini.

Fenêtres donnant sur le parking :

Les fenêtres concernées devront justifier d'un indice d'affaiblissement acoustique $Rw+Ctr \geq 35$ dB, conformément à la notice acoustique.